



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

**RECEPISSE DE DECLARATION VALANT ACCORD
CONCERNANT
LES TRAVAUX DE CONFORTEMENT DE LA BERGE RIVE DROITE DU PARC D'EAU VIVE
DE L'ILE DE LOCASTEL
COMMUNE DE INZINZAC-LOCHRIST**

DOSSIER N° 56-2022-00235

**Le secrétaire général, préfet du Morbihan par intérim
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), approuvé le 18 mars 2022 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Blavet, approuvé le 15 avril 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 juillet 2022 donnant délégation de signature à Monsieur Mathieu Escafre, directeur départemental des territoires et de la mer du Morbihan ;

VU la décision du directeur départemental des territoires et de la mer du 11 juillet 2022 portant subdélégation de signature aux agents de la DDTM ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, reçu le 7 juillet 2022, présenté par LORIENT AGGLOMERATION, enregistré sous le n° 56-2022-00235 et relatif aux travaux de confortement de la berge rive droite du Parc d'Eau Vive de l'île de Locastel dans la commune d'INZINZAC-LOCHRIST ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

**LORIENT AGGLOMERATION
Maison de l'Agglomération
2 Quai du Péristyle
56314 LORIENT cedex**

concernant :

Travaux de confortement de la berge rive droite du Parc d'Eau Vive de l'île de Locastel

dont la réalisation est prévue dans la commune d'INZINZAC-LOCHRIST.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1°) Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A), 2°) Dans les autres cas (D)	Déclaration	Arrêté du 30 septembre 2014
3.1.4.0	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D)	Déclaration	Arrêté du 13 février 2002

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé.

Il conviendra de respecter les prescriptions prévues dans le dossier complétées par les prescriptions ci-dessous :

- le service de la police de l'eau sera averti avant le démarrage du chantier.
- toutes les précautions seront prises pour éviter tout départ de matière polluante (matières en suspension, hydrocarbures, huiles...) pendant la phase chantier (filtration à mettre en œuvre pour protéger le cours d'eau ; décantation avant rejet des eaux pompées dans la zone protégée par batardeaux) ;
- une attention particulière sera apportée au terrassement de la rampe d'accès au chantier pour éviter un déversement direct des eaux de ruissellement dans le Blavet ;
- l'exploitant de la prise d'eau potable sera prévenu sans délai de tout incident qui pourrait porter atteinte à la qualité de l'eau ;
- La circulation des engins dans le lit du cours d'eau devra être limitée au strict minimum ;
- L'entretien des véhicules de chantier sera réalisé sur une aire spécifique aménagée. Les huiles de vidange et autres déchets issus du chantier seront récupérés et éliminés selon la réglementation en vigueur ;
- la hauteur des batardeaux sera calée de manière à résister a minima à une crue biennale ;
- Un protocole de retrait d'urgence du chantier sera défini et transmis aux entreprises intervenant sur le chantier, précisant notamment les personnes d'astreinte pour organiser le retrait dans les meilleurs délais et une définition de la localisation du stockage provisoire du chantier. En cas de vigilance crues en niveau jaune à la station hydrométrique la plus proche, les travaux seront arrêtés et le matériel immédiatement retiré ;
- Les lieux seront remis en état à la fin des travaux et devront être restaurés à l'identique, notamment à l'emplacement du passage des engins de chantier (rampe provisoire) et par l'enlèvement de la totalité des remblais avec la mise en place de bâches prévues à cet effet.

Copies de la déclaration et de ce récépissé seront adressées à la mairie d'Inzinzac-Lochrist où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition du public pendant une durée minimale d'un mois et à la Commission Locale de l'Eau (CLE) suivante : commission locale de l'eau du SAGE Blavet, pour information.

Ce document sera mis à disposition du public sur le site Internet des services de l'Etat du Morbihan durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

– par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage ;

– par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois.

Le service de police de l'eau sera informé de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la déclaration du projet cessera de produire effet, si celui-ci n'a pas été mis en service ou réalisé dans le délai de trois ans à compter de la déclaration.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les installations, ouvrages, travaux ou activités doivent être implantés, réalisés et exploités conformément au dossier de déclaration. L'inobservation de ces dispositions pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée à l'ouvrage ou l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, **avant sa réalisation** à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A Vannes, le 22 juillet 2022

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur départemental
des territoires et de la mer et par délégation,
L'adjointe au chef d'unité,



Lydie BOURGINE

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>)

ANNEXE

LISTE DES ARRETES DE PRESCRIPTIONS GENERALES

- Arrêté du 30 septembre 2014 (3.1.5.0)
- Arrêté du 13 février 2002 (3.1.4.0)